

New Europe College  
*Ștefan Odobleja* Program  
Yearbook 2008-2009



---

REMUS GABRIEL ANGHEL  
ADRIANA DIACONU  
ANCA DOHOTARIU  
ȘTEFAN DORONDEL  
ZSUZSA PLAINER  
GABRIELA PRELIPCEAN  
RADU-ALEX. RĂUȚĂ  
NARCIS TULBURE

---

Editor: Irina Vainovski-Mihai

Copyright – New Europe College  
ISSN 1584-0298

New Europe College  
Str. Plantelor 21  
023971 Bucharest  
Romania

[www.nec.ro](http://www.nec.ro); e-mail: [nec@nec.ro](mailto:nec@nec.ro)  
Tel. (+4) 021.307.99.10, Fax (+4) 021. 327.07.74



## **ADRIANA DIACONU**

Née en 1978 à Ștefănești (Argeș)

Doctorante en cotutelle à l'Université d'Architecture et d'Urbanisme  
« Ion Mincu », Bucarest et à l'Université Paris 8

Diplôme en architecture, Faculté d'Architecture et d'Urbanisme,  
U.T. Cluj-Napoca

Diplôme d'études approfondies, *Le projet architectural et urbain :  
théories et dispositifs*, Ecole d'Architecture Paris-Belleville & Université Paris 8

Rédacteur de la revue *Architectura*

Boursier du Gouvernement Français (2005 – 2009)  
Stages de recherche à l'École d'Architecture de Versailles,  
Laboratoire de rattachement LADRHAUS

Participations à des colloques et des conférences en France, Suède,  
Russie et Roumanie  
Auteur de projets d'architecture – prix Biennale d'Architecture Bucarest 2008



# ARCHITECTURE ET IDEOLOGIES

## La réception des immeubles sociaux collectifs bucarestois d'avant et d'après la Seconde Guerre mondiale : Histoire et mémoire collective

Dans cette recherche nous reprendrons l'approche de Maurice Halbwachs<sup>1</sup> et de ses héritiers quant à la relation entre les objets matériels et un groupe social qui vit dans une partie de l'espace<sup>2</sup>. D'après lui, le bâti influence la pensée des individus et les pratiques du groupe lorsque son cadre de vie est adapté à ses besoins et lorsqu'un fort lien s'établit dans le temps entre « les pierres et les hommes »<sup>3</sup>. Mais que se passe-t-il lorsqu'un bâti est imposé aux habitants, qui sont contraints d'y vivre et de se l'approprier par la suite ? Peuvent-ils justement se l'approprier ? Et de quelle façon ?

Pour répondre à ces questions nous avons choisi comme terrain de recherche les immeubles de logements sociaux construits à Bucarest autour de la deuxième guerre mondiale. Domaine d'intervention du secteur public dans la construction, ces immeubles sont un enjeu architectural au même titre que politique. L'architecture des cités, comme expression d'une production paternaliste, constitue d'abord le cadre matériel imaginé par ses promoteurs, avant de devenir un espace de sociabilité. Nous proposons donc de déchiffrer le rapport entre les visées idéologiques d'origine et la manière dont ce niveau de contenu a été transmis dans le temps à travers l'architecture.

Notre recherche porte alors sur la question de l'appropriation de l'héritage bâti bucarestois du XX<sup>ème</sup> siècle dans la conscience collective. Les représentations que l'on se fait du passé de l'espace matériel de la ville mettent en question le potentiel symbolique de l'architecture. *L'architecture-métaphore* transmettrait ainsi des significations au-delà du visible, de la même manière que l'écriture. Si cette signification tient à la relation entre l'architecture et l'idéologie du régime qui l'a produite, nous

pouvons nous demander quels sont les mécanismes de transmission de ce contenu et comment fonctionnent ces mécanismes dans le temps ?

Pour répondre à ces questions, nous allons croiser différents registres de discours pour mettre en évidence la pluralité de représentations contradictoires que l'on se fait de l'héritage bâti. D'un côté nous présenterons les quelques points de vue provenant de l'histoire savante, de la littérature, des mémoires d'architectes, et d'autres ouvrages écrits qui donnent des interprétations critiques sur l'histoire de l'espace bâti. De l'autre côté nous essaierons de déchiffrer les mécanismes par lesquelles « l'architecture comme symbole » agit sur la conscience collective des habitants et par lesquelles ce message se transmet à travers le temps et les générations.

Nous opèrerons à partir de l'observation des lieux, de l'analyse de discussions informelles et d'entretiens semi directifs<sup>4</sup> avec les habitants. Ceux-ci nous fournissent des informations sur la manière dont ces derniers parlent de leur espace de vie et du passé de celui-ci. Nous intéressent plus particulièrement les éléments de l'histoire qu'ils évoquent et le rôle de l'espace matériel dans ces récits. L'analyse thématique des discours nous aide à déchiffrer et à grouper les thèmes récurrents abordés et à analyser la manière dont ces idées apparaissent.

Mais, avant tout, il est nécessaire de reconstruire brièvement l'histoire de l'architecture des immeubles sociaux collectifs en Roumanie avant et après la Seconde Guerre mondiale. Le choix de cette période est motivé par le fait que le discours contemporain associe l'architecture de la période communiste principalement à la destruction de l'héritage, des savoirs, des traditions et des normes antérieurs. Pour notre propos, l'analyse du rapport entre bâti et idéologie pour les moments d'avant et d'après l'instauration du régime communiste, nous semble alors significative, car les deux étapes jalonnent la période de passage entre deux régimes et « deux architectures ».

Dans la première partie nous donnerons un aperçu des principales visées idéologiques qui ont dominé la réflexion sur les projets de logements au cours de la période étudiée. Ensuite nous présenterons les différents points de vues critiques sur l'histoire, retrouvés dans les écrits des historiens, des historiens de l'architecture et dans la littérature. Nous avons regroupé en trois catégories les différentes approches retrouvées dans les débats savants sur l'appropriation de l'héritage des régimes totalitaires et plus particulièrement de l'habitat social de l'époque communiste.

Enfin, nous terminerons par des considérations sur les mécanismes de transmission de la relation entre architecture et idéologie par le biais de la mémoire collective.

A partir de l'analyse de plusieurs immeubles, nous avons retenu deux études de cas, qui datent d'avant et d'après la Seconde Guerre Mondiale. Les paroles des habitants des deux immeubles seront mises en parallèle avec une analyse architecturale des plans retrouvés aux archives, et ce, pour pouvoir repérer et comprendre dans les récits des habitants les éléments qui ont des correspondances ou qui font référence à l'espace matériel et à sa structure.

### **Histoire du logement social avant et après la Seconde Guerre mondiale**

Dans notre travail nous employons le terme de *logement social* pour désigner la production de l'habitat initiée par l'Etat et par les institutions publiques pour assurer le logement à une partie de la population. En Europe, il est difficile de distinguer nettement les projets initiés par l'Etat ou par la Commune, notamment après la Première Guerre mondiale, de ceux menés au 19<sup>ème</sup> siècle par des institutions philanthropiques et charitables, visant les plus démunis et la classe ouvrière. Les deux catégories - projets issus de l'initiative publique et privée - rêvent de créer un « ordre idéal » pour la communauté visée, mais aussi éduquer la population, en l'induisant aux valeurs morales. Influencé par les débats européens antérieurs, le discours sur le logement social en Roumanie d'avant la Seconde Guerre mondiale, associe ainsi de même toujours un modèle d'organisation avec des valeurs morales et une orientation politique<sup>5</sup>.

Le terme de *logement social* renvoie également aux caractéristiques des habitations ainsi créés. Cependant nous mettons en question ces significations du terme, car elles ne s'avèreront pas toujours implicites pour le cas roumain. Tout d'abord, il peut renvoyer à un statut d'occupation dévalorisant : conçus pour les plus démunis, les logements sociaux sont voués à la location qui fait de leurs occupants des personnes qui n'ont pas accédé au statut de propriétaire, équivalent souvent à celui de citoyen<sup>6</sup>. Ensuite, le terme « social » suggère une approche égalitaire et communautaire du logement : une même catégorie sociale, liée habituellement à un même milieu de travail, avec le même niveau de

revenus, est censée donner une identité spécifique à un cadre de vie conçu exprès pour elle. Par opposition avec les immeubles issus de la promotion privée et loués dans le cadre du marché libre, le logement social viserait d'avantage à organiser la vie de l'individu et du groupe pour lequel il est conçu, car ses destinataires auraient des caractéristiques particulières. Dans le cadre matériel ainsi normé, la manière de vivre devrait développer par la suite une sociabilité spécifique. Enfin, *logement social* suggère une orientation socialiste dans la politique du logement, sous-entendue par l'idée même d'intervention du financement public dans le marché immobilier.

Nous avons choisi de regarder uniquement des projets qui proposent comme mode d'organisation l'habitat social en immeuble collectif, parce que celui-ci est un type d'habitat nouveau au début du siècle à Bucarest. En conséquence, la relation entre les intentions du projet social et l'appropriation de l'espace bâti devrait ressortir d'une manière plus évidente.

Les démarches législatives qui soutiennent la construction du logement social en Roumanie dans l'entre-deux-guerres sont intégrées à une politique plus générale, de consolidation institutionnelle et de développement d'une classe urbaine moyenne d'origine roumaine dans la Grande Roumanie. Dans cette perspective idéologique, le discours sur les logements sociaux s'intègre au processus considéré naturel et légitime d'afflux vers la ville de la population rurale : le paysan roumain, devenu « symbole de la nation et allié de l'État, est encouragé à s'instruire, à pénétrer dans la classe moyenne, à s'installer en ville, devenir fonctionnaire, faire un travail industriel ou, plus fréquemment, commercial.<sup>7</sup> » Ceci constitue le profil du bénéficiaire de la politique du logement d'avant guerre.

Dès les premières initiatives publiques dans la construction de logements, qui datent de 1910, quand est créée une Société Communale de construction d'habitations à bon marché, le dilemme sur le type de construction à entreprendre – le pavillon dans la périphérie ou l'immeuble collectif en centre ville – est une constante des débats. Au nom de la tradition et de l'idéal de construction de l'État nation sur des principes sains, le pavillon avec ses dérivés plus économiques (les maisons groupées ou en bande) est toujours privilégié dans les discours et dans la pratique.

L'idée de grouper des appartements en hauteur, bien que plus rationnelle du point de vue économique suscite alors de vifs débats. Notamment pour

les immeubles construits par les institutions publiques l'opposition est forte. Tout immeuble collectif est appelé « caserne » et est identifié aux modèles théoriques de l'habitat communautaire. L'origine de cette phobie de la « grande caserne » est française. Elle renvoie au modèle théorique du Phalanstère, associé au manifeste de réforme sociale de Charles Fourier<sup>8</sup>. Par conséquent, le logement collectif de promotion publique est *a priori* considéré comme socialiste, ainsi que le principe de la location par opposition à la propriété privée individuelle<sup>9</sup>. Puisque traditionnellement les intellectuels et les politiques roumains du début du XX<sup>ème</sup> siècle sont anti socialistes, mais aussi à cause du nationalisme qui a dominé la politique de l'entre-deux-guerres et de la Seconde Guerre mondiale, le modèle du collectif est constamment rejeté dans les débats avant 1944<sup>10</sup>.

Cependant dès 1925, quelques projets d'immeubles pour les employés, conçus comme des immeubles collectifs en location commencent à voir le jour. Un premier est construit par la Banque Nationale de Roumanie<sup>11</sup>, et, la même année, un autre projet est publié dans la revue *Arhitectura* [en roumain], cette fois pour un immeuble destiné aux employés de la Manufacture d'Allumettes Filaret<sup>12</sup>. Ce deuxième ne sera pas réalisé.

Les deux projets comprennent non seulement des logements, mais aussi des espaces communs : au moins une salle de réunions et de festivités, cuisines et salle à manger collectives. Quant à leur forme extérieure et à leur nom (« Palais des fonctionnaires de la Banque Nationale de Roumanie »), ils gardent un caractère institutionnel, qui transmet le prestige de leurs institutions de patronage respectives.

Les immeubles construits par la suite entre 1926 – 1929, dont notre première étude de cas, abandonnent cette idée d'externaliser certaines fonctions et de créer des espaces de rassemblement qui rappellent le fouriérisme. Ils proposent en revanche des bâtiments similaires aux immeubles de la promotion privée<sup>13</sup>, tout en gardant un caractère institutionnel dans l'apparence qui rappelle les bâtiments publics. Le style architectural employé est en général le « style national ». Le nom de « palais » et également remplacé, par celui plus simple de « maison à appartements » [en roumain : « casa cu apartamente »<sup>14</sup>] ou « immeuble ». Enfin, pour répondre au manque de confiance vis-à-vis de tels entreprises, ils essayent de convaincre par leur modernité, en se présentant comme des vraies réalisations en matière de confort.

Si pendant les années 1930 la construction publique de logements s'oriente presque en exclusivité vers le modèle individuel, l'orientation

change après la guerre en faveur du collectif. Entre la fin de la guerre et l'installation au pouvoir des communistes en 1947 s'interpose une période assez riche en recherches architecturales, en concours et en débats quand l'immeuble collectif et l'architecture moderne sont acceptés comme nouvelle voie à poursuivre<sup>15</sup>.

L'installation du régime de « démocratie populaire » en 1947 bouleverse complètement les repères qui venaient d'être acquis, tout d'abord car des nouvelles normes d'habiter « égalitaires » inspirées du modèle soviétique sont imposés à l'habitat de toute la population : maximum une chambre pour une personne seule ou un couple sans enfants, et une chambre supplémentaire pour un à trois enfants de moins de 11 ans, pour les malades etc. Des pièces supplémentaires sont accordées notamment pour la nomenclature du parti et pour « l'élite culturelle » du régime<sup>16</sup>.

Désormais l'organisation de la pratique architecturale et la manière de concevoir le projet doivent se conformer aux prescriptions de l'architecture stalinienne. Les principes de la nouvelle voie se retrouvent dans le syntagme « réalisme socialiste » et « le principe staliniste du soin pour l'homme ». Mais toutes les indications demeurent très opaques, employant la langue de bois : les constructions doivent être « la réflexion multilatérale et profonde de la réalité de la République Populaire Roumaine », elles doivent « aider à la formation de l'homme nouveau », et mettre en place « le génial enseignement stalinien de la culture socialiste en contenu et nationale en forme »<sup>17</sup>.

Les contraintes plus explicites sont tout d'abord esthétiques. Elles imposent aux architectes de « supprimer les influences du cosmopolitisme et du formalisme », c'est à dire de renoncer à l'architecture moderne internationale qui venait d'être largement accepté à Bucarest, pour utiliser « des nouvelles formes, élaborées à travers la transformation créatrice de l'héritage de l'architecture classique, des grandes réalisations et de l'expérience de l'architecture soviétique et des meilleures traditions artistiques du peuple roumain »<sup>18</sup>. Ensuite le modèle propose un autre type de morphologie urbaine, contraire lui aussi à l'urbanisme fonctionnaliste des barres et de tours. Ce modèle urbanistique avait été avancé lors du Plan de Moscou de 1935. Il définissait le « kvartaly » [en russe] comme le composant de base de la ville soviétique, l'élément premier de sa morphologie, qui engendrerait, avec le réseau de voies monumentales appelés « magistry » [en russe] une nouvelle image de rue corridor identifiée comme « la nouvelle rue soviétique »<sup>19</sup>.

## L'architecture comme symbole : l'esthétique

La question de la transmission de l'idéologie par le biais de l'architecture est notamment significative pour les projets des régimes totalitaires. Pendant ces périodes, dans une approche toujours paternaliste, la matérialité de la construction est conçue comme outil idéologique qui doit engendrer une nouvelle société, par la création de *l'homme nouveau*. Ainsi l'architecture devient un instrument de propagande privilégié<sup>20</sup> en vue de transmettre un message à travers le symbole, et ce, parce que l'on considérait à l'époque que les formes architecturales sont capables de transmettre des idées et des valeurs et, par la suite, d'influencer les individus et leur pensée. Ceci dépasse d'ailleurs le cadre des régimes totalitaires, l'acte d'aménager l'espace urbain relevant souvent de la volonté de changer ou de préserver l'ordre social existant<sup>21</sup>.

Nous avons organisé les différentes interprétations critiques portant sur le rôle symbolique de l'architecture en trois catégories que nous présenterons par la suite. Une première approche met en cause le discours idéologique des régimes totalitaires qui promulgue l'existence d'une relation implicite entre les qualités esthétiques d'une architecture – formes, proportions, style – et les valeurs avancées par le régime qui l'a produite.

Dans sa recherche sur l'architecture des pays des « démocraties populaires » de l'Europe de l'Est pendant la période stalinienne, Anders Åman montre que la forme esthétique et le contenu idéologique de l'architecture ne sont pas liés pour toujours, car cette liaison est construite dans des circonstances historiques bien spécifiques. Et c'est précisément ce contexte qui lui assure son système de significations et sa survie. Le fait qu'un même style architectural fut employé par des régimes politiques différents et associé à des discours politiques contradictoires en est la preuve<sup>22</sup>.

La période d'influence stalinienne d'après la Seconde Guerre mondiale est perçue par les architectes roumains actifs dans les années 1950 comme une fracture et un retour en arrière brutal et absurde. C'est une approche qui relie histoire de l'architecture, histoire du métier, du groupe des architectes et de la société roumaine en général. Ainsi, pour ses contemporains, l'architecture du « réalisme socialiste » fut une expérience détestable. Premièrement du fait que le nouveau « style », vu comme académique et rétrograde, fut imposé pendant une période où la voie naturelle de l'architecture roumaine menait vers l'architecture moderne<sup>23</sup>. Deuxièmement, parce qu'elle rappelle la répression de la liberté d'expression, d'innovation en architecture, des débats et des

concours. Pour ces raisons, la production de l'époque est considérée en bloc comme dépourvue de toute valeur<sup>24</sup>.

Pour élargir le cadre des débats sur la réception de l'architecture des régimes totalitaires en dehors du cas roumain, nous devons faire référence au débat sur la réception de l'architecture stalinienne, de la fin des années 1970 en France, notamment dans les pages de la revue *l'Architecture d'Aujourd'hui*. Selon la même position que celle mentionnée auparavant, Anatole Kopp considérait que l'architecture ne peut être détachée de son contexte politique et social, et qu'une reconnaissance de sa valeur signifierait « réhabiliter un *contexte* dont on sait aujourd'hui ce qu'il a coûté en souffrances et en vies humaines ». Ainsi, il voit cette « architecture de la prétention, du faux-semblant et de l'absurde » comme un « échec global »<sup>25</sup>.

De manière contradictoire, en regardant les qualités esthétiques de l'architecture *en tant que telle*, séparée de son contexte d'apparition par le passage du temps, Bernard Huet s'interrogeait : « Pourquoi un régime *criminel* ne produirait-il que de *mauvaises* architectures ? ». Ainsi Huet considérait que l'impossibilité de dissocier l'architecture du politique réside dans la compréhension purement formelle de l'architecture qui la réduit à une question de style<sup>26</sup>.

Le dernier propos est un point de vue partagé par la nouvelle génération d'architectes roumains qui n'associent plus l'image des bâtiments de cette époque à un trauma personnel. Ainsi, Ștefan Ghenciulescu considère que les ensembles des années 1950, bien que construits « dans la période la plus sombre de l'histoire roumaine » sont pour Bucarest, même si cela peut paraître paradoxal, « les meilleures insertions d'après guerre dans un tissu existant », grâce à leur échelle réduite, aux techniques traditionnelles de construction employées, à leurs « formes inspirées par l'urbanisme classique et à leur esthétique ornementale et populiste »<sup>27</sup>.

Cette première catégorie d'approches, qui privilégient l'esthétique, considère notamment les édifices publics comme représentatifs pour la relation entre architecture et idéologie des régimes totalitaires. D'ailleurs, certains historiens de l'architecture considèrent que le logement social, tout comme les projets urbanistiques et les bâtiments industriels de ces périodes, ne se prêtent pas à une interprétation en fonction du discours idéologique officiel. En analysant la production architecturale du régime nazi, Barbara Miller Lane affirme que le contrôle du système sur cette architecture a été beaucoup moins efficace qu'on le pense en général<sup>28</sup>.

Un autre argument réside dans le fait que, pour le régime communiste en Roumanie, le logement était un projet de « seconde main » en termes d'importance, et qu'en conséquence, son rôle d'instrument de propagande a été limité<sup>29</sup>.

### **L'architecture comme symbole : la structure de l'espace**

Dans notre deuxième catégorie de classement d'analyse de l'idéologie dans l'espace architectural totalitaire, les projets mineurs, comme la création de l'habitat, sont considérés comme significatifs au même titre que les bâtiments icônes du pouvoir en place. Pour expliquer cette approche, il faut faire appel à la théorie de Michel Foucault sur l'espace disciplinaire<sup>30</sup>. D'après Foucault, la signification de l'espace bâti se retrouve dans la logique du système qui superpose un group social à une configuration particulière de l'espace. Ainsi l'environnement organisé devient significatif globalement, car il témoigne des mécanismes du pouvoir disséminés dans la totalité de l'espace social. Dans cette perspective qui fait référence à la « construction » dans un sens vaste, c'est la totalité de l'espace structuré qui devient significative, pas seulement les « lieux de pouvoir ».

Ce deuxième niveau de signification de l'architecture découle des normes transcrites en organisation spatiale. Une métaphore qui apparaît très tôt dans les discours et qui se perpétuera tout au long de la période communiste et après cette période, c'est la métaphore de « la cellule »<sup>31</sup>. Elle a été associée à la politique du logement qui visait à uniformiser l'habitat de toute la population à un niveau très rudimentaire :

En Roumanie, l'habitat a déjà souffert à partir des premières années du communisme, d'une distorsion fondamentale dédaignant *a priori* tout succès. Par l'idée d'imposer en exclusivité le logement appelé social, en figeant avec une rigueur absolue les normes de surface par personne, le nombre de pièces et les types d'appartements par famille, l'habitat fut dépourvu de toute autre fonction – bibliothèque, bureau du professeur, dortoirs séparés pour les parents, chambres d'amis, pièce pour le jeu des enfants etc. – ainsi le régime communiste a imposé un seul type d'habitat. L'uniformisation s'est produite en réalité au niveau le plus bas, ce qui a créé le logement de type ghetto<sup>32</sup>.

L'immeuble communiste, comme *entassement de cellules habitées*, devenu un des symboles du régime a, lui aussi, des connotations contradictoires pour des groupes et des générations différents. Les différences découlent des jugements portés à cette période, par l'histoire savante, d'une part, et par les habitants, de l'autre part. A cet égard la Roumanie n'est d'ailleurs pas un cas à part, par rapport aux autres pays postsocialistes, où il existe également une relativisation du caractère contraignant du système dans les mémoires de la population, par rapport au discours de l'histoire savante<sup>33</sup>.

Les histoires récentes essaient d'intégrer cette relativisation, en reconnaissant certains effets positifs du régime pour le développement de la société roumaine. Adrian Cioroianu considère que, pour une grande partie de la population habitant à la campagne, qui se trouvait encore dans un état pré-moderne au milieu du XX<sup>ème</sup> siècle, la mise en place du système socialiste de type soviétique a été un moment historique « valide, légitime et irréversible ». Installée en ville suit à « l'industrialisation du pays », cette population d'origine rurale peu exigeante réalise le saut optimal de son niveau de vie qu'il soit possible d'accomplir dans une vie humaine, par le confort relatif d'un logement dans un immeuble collectif, quelle qu'en soit la nature, et dans la facilité – également relative – de s'approvisionner dans un magasin sur le chemin du travail<sup>34</sup>.

Nous trouvons également ce point de vue dans la littérature récente qui porte sur la mémoire de la période communiste. Pour les fils de paysans devenus ouvriers, le logement en immeuble collectif en ville, mis à leur disposition gratuitement par le Parti constitue un rêve devenu réalité, par rapport à la vie dure à la campagne. Cependant pour la génération suivante, la perspective de continuer à vivre dans de tels appartements signifie passer sa vie dans « une boîte d'allumettes avec vue sur un champ ou un cimetière »<sup>35</sup>. « La boîte d'allumettes », comme la « cellule » est le symbole d'un espace très réduit et hostile, le résultat d'un *projet type*<sup>36</sup> sans identité, implanté dans un paysage non encore urbanisé.

## **L'architecture comme symbole : l'appropriation par la mémoire collective**

Finalement une troisième approche s'attache au pouvoir symbolique de l'architecture qui se transmet par le biais des pratiques et des

représentations des habitants. Après avoir cité quelques points de vue sur ce sujet, nous présenterons notre approche qui met en parallèle architecture et significations de l'espace. Cette perspective fait référence à l'œuvre de Michel de Certeau qui met en évidence un discours sur la ville qui échappe à la structuration urbanistique, car il naît d'une relation entre pratiques spatiales et significations de l'espace<sup>37</sup>.

Nous nous appuyons également sur l'approche anthropologique de Caroline Humphrey<sup>38</sup> qui analyse, pour le stalinisme, l'influence de l'idéologie transcrite dans l'espace matériel sur les comportements. En croisant principalement la littérature de fiction et la satire, avec les récits informels des habitants, l'auteur questionne la manière dont l'environnement bâti, qui matérialise des prescriptions idéologiques, réussit à façonner le monde de l'imagination, des concepts et des projections des individus. Ainsi elle montre que même si l'idéologie soviétique est transcrite dans les structures matérielles, le résultat n'est toutefois pas celui prévu au départ.

La structure matérielle n'a pas donné exactement forme aux valeurs socialistes espérées. La littérature de fiction et la satire ont montré que l'architecture a plutôt eu une fonction de prisme, déformant les idées d'une manière qui n'est pourtant pas totalement aléatoire.

En conclusion, les comportements, « les gestes » des individus ne suivent pas la logique de la propagande, bien qu'elles soient influencées par celle-ci.

Nous présenterons par la suite deux études de cas, dont l'analyse a été construite par le croisement des archives, de l'analyse architecturale des immeubles et des paroles d'habitants, et ce, afin de saisir la relation entre le projet d'origine et les représentations collectives sur le bâtiment et son passé. Nous mettrons ainsi en évidence la relation entre la mémoire et les éléments de l'espace matériel.

Nous appelons la mémoire partagée par un certain groupe habitant un immeuble ou un ensemble d'immeubles mémoire collective ou « mémoire populaire »<sup>39</sup>. Nous faisons également une différence entre la « mémoire personnelle » des anciens habitants du bâtiment et la mémoire héritée par les nouveaux arrivés. Nous sommes conscients alors qu'en parlant d'une mémoire collective nous touchons en fait à *plusieurs* mémoires collectives sur un même lieu. Car, « lorsqu'une période cesse d'intéresser la période qui suit, ce n'est pas un même groupe qui oublie une partie de son passé : il y a

en réalité, deux groupes qui se succèdent »<sup>40</sup>. Ainsi la mémoire collective est en général une mémoire héritée, faite d'échanges sociaux, labile, mouvante, car elle s'adapte avant tout aux situations de sa transmission. Un premier aspect qui la distingue de la mémoire individuelle est la présence de l'aspect mythique. Ainsi, elle relève du discours mythique autant et parfois plus que du discours historique et même si elle entretient une relation parfois intime avec l'histoire, elle n'a pas dans l'essence de visée de vérité. A la différence de l'histoire, la mémoire est sélective, retenant du passé uniquement « ce qui en est encore vivant ou capable de vivre dans la conscience du groupe qui l'entretient »<sup>41</sup>.

### **L'immeuble R.M.S. (C.A.M.) Place Lahovary**

Notre première étude de cas est l'immeuble construit entre 1926 et 1929 par le Ministère des Finances, à travers la Régie des Monopoles de l'Etat (RMS) pour ses fonctionnaires<sup>42</sup>. Ce bâtiment de quatre étages et mansarde autour d'une cour fermée comprend sept escaliers principaux et sept escaliers de service desservant à l'origine les 70 appartements, mis en location, à la disposition des fonctionnaires et de leurs familles, et les 15 chambres dans les combles, pour le personnel de service<sup>43</sup>. La position en centre-ville était motivée par la proximité de la Direction Générale de la RMS<sup>44</sup>. Les logements disposaient de tout le confort moderne de l'époque, de chauffage central, ascenseurs, centrale téléphonique propre et de quelques garages en sous-sol.

Les habitants actuels nous ont donné leurs avis sur la raison de construire un tel immeuble à Bucarest, où l'on construisait à l'époque que des maisons individuelles : c'était l'intention de cette institution de l'Etat de créer une enclave. La raison pour cela est, selon certaines personnes, de grouper de fonctionnaires venus de Bessarabie, et selon d'autres, la volonté d'affirmer une identité institutionnelle et de créer un esprit communautaire liée à la loyauté envers le RMS.

Ce projet architectural se distingue des immeubles courants de la promotion privée de l'époque par le souci d'organiser d'une manière rationnelle des appartements de tailles et de distributions différentes. Ainsi les habitations sont de deux types : de grands appartements, qui suivent les prescriptions des habitations bourgeoises de l'époque<sup>45</sup> et des appartements économiques. Les derniers sont une nouveauté pour cette période.

Les appartements de 4 ou 5 pièces de 140 – 192m<sup>2</sup> (bureau, salle à manger, 2 ou 3 chambres avec salle de bain) sont organisés autour d'un grand espace central appelé « hall ». La cuisine et la chambre de domestique, qui se trouvent dans chacun de ces grands appartements, sont séparées de cette pièce centrale par un dégagement qui leur donne un accès direct vers l'escalier de service. Le « hall », séparé lui aussi de l'entrée par un vestibule, donne accès vers toutes, ou la majorité, des pièces principales – cette pièce est une caractéristique de l'appartement bourgeois de l'époque à Bucarest. Elle forme, avec la salle à manger et parfois avec la chambre ou le bureau qui s'ouvrent sur elle par de grandes portes vitrées, un ensemble de réception. Les appartements économiques, de 2-3 pièces, ne comprennent pas cet élément, ni la chambre de domestique<sup>46</sup>, bien qu'ils soient toujours organisés autour d'un couloir central assez large, celui-ci donnant cependant directement sur la cage d'escaliers. Ce couloir est appelé « *sala* » [en Roumain] et emprunte le nom de la véranda de la maison paysanne. D'ailleurs les références à l'habitat traditionnel rural seront par la suite une constante des démarches pour définir les modèles d'appartements réduits pour l'habitat social.

Bien que le projet imagine une mixité sociale en regroupant des fonctionnaires des différents niveaux, l'organisation de l'ensemble est très hiérarchique et ségréguée. Les escaliers principaux regroupent toujours des appartements de même taille. Sur la petite cour fermée, dont l'accès est contrôlé par un concierge, donnent uniquement les cages d'escaliers principales et l'entrée vers le parking souterrain. Ainsi la cour devient un lieu de passage et un lieu emblématique. Les escaliers secondaires donnent uniquement sur les façades extérieures de l'enceinte.

L'événement qui marque le plus l'histoire racontée de l'immeuble est l'arrivée du communisme. Alors ces appartements sont parmi les premiers à être réattribués à des nouveaux locataires, car l'immeuble était la propriété de l'Etat. Déjà dans les années 1940 des ouvriers sans logement se voient attribuer une chambre de 9m<sup>2</sup> dans les combles, à la place des anciens domestiques. Les grands appartements sont partagés à partir de 1952 entre plusieurs familles qui les utilisent désormais comme des appartements communautaires d'après le modèle soviétique (en russe : *kommunal'nyê kvartiry*). Les habitants se rappellent de ces premières années du communisme quand « il fallait partager une salle de bain entre 17 locataires ». Par la suite, seulement deux ou trois familles sont restées à habiter dans un même appartement, qui fut souvent complètement divisé, d'une manière qui semble aujourd'hui aléatoire et brutale : « ils

ont carrément construit un mur sur le parquet ». L'immeuble est géré par un organisme de gestion des locaux appartenant à l'Etat (ICRAL) qui attribue les excédents de surface à divers locataires. L'on considère que dans cet immeuble, notamment les appartements plus grands ont toujours été attribués à des « directeurs », désormais des apparatchiks du Parti.

Après 1990 les appartements sont vendus par l'Etat aux locataires en place<sup>47</sup>, d'une manière qui semble tout aussi aléatoire « il les ont vendus comme ils les ont trouvés », c'est à dire divisés entre plusieurs familles. La reconfiguration intérieure de l'immeuble continue alors d'une manière spontanée par la vente au marché libre des différentes parties des appartements partagés pendant la période communiste et par des réunifications. Certaines chambres en mansarde sont rachetées par un même propriétaire et transformées en appartements, d'autres sont toujours indépendantes avec toilettes en commun.

Les locataires actuels de l'immeuble sont extrêmement divers d'un point de vue socio-économique et leurs conditions de vie également. Quelques familles des anciens locataires d'avant la guerre y vivent toujours. Certains descendants des anciens fonctionnaires du « conseil directeur », habitent par exemple la moitié des anciens appartements, partagés en deux après la guerre.

De nos jours nous apprécions que l'immeuble subit une forme de *gentrification*, attirant une nouvelle population aisée, car nous retrouvons ici beaucoup d'étrangers et des employés du tertiaire. Mais ils ne s'intéressent pas à l'histoire de l'immeuble, ils jugent la position de l'immeuble en centre-ville comme un avantage et ils apprécient l'espace intérieur très généreux dans les grands appartements et les finitions de bonne qualité.

La hiérarchie d'origine du bâtiment est toujours présente dans l'esprit de certains habitants actuels. Ils parlent des escaliers « A » et « C » comme les escaliers des « directeurs généraux ». La structure du projet d'origine, qui fait que les parties de l'immeuble soit identifiées avec des catégories différentes d'habitants, est considérée comme une qualité, par rapport au morcellement chaotique communiste et la réorganisation d'après 1990.

## Le « kvartal » Panduri

L'ensemble d'immeubles situé 60 rue Panduri à côté de l'Académie Militaire est surnommé, par les historiens de l'architecture « le *kvartal* des colonels <sup>48</sup>». Il a été construit en 1954 pour les cadres militaires en complément à des logements déjà existants dans l'Académie voisine<sup>49</sup>. L'évolution du projet est significative de l'insertion du politique dans la pratique architecturale des années 1950.

Un premier projet est déposé en 1952 pour être approuvé par le CSC<sup>50</sup>, qui prévoit des « logements de type blocs isolés » inspirés par les principes de l'urbanisme moderne. Le CSC rejette cette proposition le 24 avril 1952 et donne des indications pour une nouvelle proposition. Les recommandations sont vagues : « construire des blocs en longueur avec des façades *tranquilles* », « pour que l'ensemble soit unitaire », à l'aide des « éléments décoratifs de liaison », et avec un « aspect rangé ». Les indications visent l'architecture stalinienne qu'il faut copier, sans le dire de manière explicite. Le mot « kvartal » [en russe : *kvartaly*] qui renvoie au type de configuration urbanistique importé, n'apparaît pas dans les documents.

Quatre types différents d'appartements sont séparés dans des bâtiments différents, mais réunis par des arches décoratives dans un ensemble unifié autour d'une cour centrale. L'entrée dans tous les immeubles se fait à partir de cette cour. Un des immeubles est utilisé comme hôtel de l'Académie militaire, avec des chambres et salles de bain individuelles. Les trois autres comprennent des appartements, de deux pièces ou trois pièces. Chacun des quatre immeubles autour de la cour demeure assez homogène. Par exemple, un des habitants de l'ensemble nous a dessiné le plan de son appartement de deux pièces et 58m<sup>2</sup> et en est arrivé à expliquer comment sont configurés tous les appartements voisins, puisqu'ils sont tous similaires.

La composition des façades avec des amples loggias semble, de l'intérieur, superposé sur la structure de l'immeuble, et dans la cage d'escalier des larges portes se trouvent à une hauteur où elles ne sont pas accessibles, détail qui corrobore le fait que le projet initial fût vite « adapté » aux demandes esthétiques imposées par la nouvelle doctrine stalinienne. Pourtant ces étrangetés architecturales, notamment d'un point de vue fonctionnaliste, ne semblent pas étranges aux habitants. Ces derniers ressentent uniquement la différence dans le fait que seuls

certains appartements ont accès aux grandes loggias. A part cela, ils sont tous identiques les uns aux autres.

La cour centrale du « kvartal », appelée dans le modèle d'origine « *dvor* » [en russe] est un espace polyvalent et constitue à la fois un endroit actif de vie sociale et un espace de service. C'est la place pour le jeu des enfants, pour le repos des personnes âgées, mais c'est aussi là où se trouvent l'emplacement des poubelles et les places de parking<sup>51</sup>. A l'origine le « *dvor* » était conçu comme un espace protégé à l'intérieur de l'îlot : le troisième élément, avec les rues et les places, d'un système esthétique d'aménagement de la ville stalinienne. Cette enceinte intermédiaire entre l'espace public de la rue, dont elle est séparée, et la cage d'escalier, encore plus restrictive aux intrusions que la cour, était vouée à générer une vie communautaire entre le public et le privé – une certaine sociabilité entre voisins. L'aménagement et l'entretien de cette cour étaient présentés par la propagande soviétique comme des moments extrêmement importants pour la communauté. Tous avaient l'obligation d'y participer. Planter des arbres et des fleurs était une contribution obligatoire à la création d'un environnement sain et agréable et à l'embellissement de l'ensemble architectural.

Sans faire référence à cette pratique obligatoire, un des locataires d'origine nous raconte comment il a planté avec d'autres voisins les arbres au milieu de la cour. En bas de la colline, qu'il appelle par le nom de l'époque, *Tăcăliei*, il y avait un parc qui allait être remplacé par des immeubles, raconte-il. Ainsi, les locataires ont enlevé les arbres du parc à disparaître et les ont plantés dans la cour de l'ensemble.

## **Le caractère mythique**

Bien que les habitants actuels des immeubles disent parfois ne pas connaître l'histoire du bâtiment qu'ils habitent, puisqu'ils y ont aménagé récemment, des aspects spectaculaires leur reviennent toujours à l'esprit. Ils tiennent, pour la plupart du temps, à la manière dont l'immeuble a été construit. Ainsi l'on dit que l'immeuble RMS a été bâti « avec des railles de chemins de fer », ou bien avec « des poutres de mine ». Ces éléments industriels sont des symboles pour exprimer la solidité avec laquelle on suppose que l'on construisait à l'époque. Cela a une importance particulière dans une ville comme Bucarest, dont plusieurs tremblements de terre violents

ont marqué l'histoire au XX<sup>ème</sup> siècle. Les habitants rappellent toujours ces événements dans leurs récits, et les ingénieurs qui ont conçu l'immeuble ainsi que ceux qui ont fait les travaux de rénovation après le grand tremblement de terre de 1977 sont des personnages connus et respectés par les habitants au même titre que l'architecte. D'autres arguments pour la solidité de l'immeuble RMS en cas de séisme, relèvent toujours du caractère exceptionnel de la construction d'origine : sa forme de « citadelle » et un présumé équilibre de forces qui feraient que « le centre de gravitation du bâtiment [soit] situé exactement au centre de la cour intérieure ». Mais l'on assigne une symbolique particulière également aux transformations intérieures « individualistes » des appartements, après les années 1990, puisque l'on considère que ces changements ont affecté l'équilibre d'origine et qu'ils mettent en danger la structure en cas de séisme.

Pour le même immeuble, la présence d'éléments constructifs spectaculaires est mise en relation avec une mythologie industrielle. Puisqu'il a été bâti par une institution publique qui détenait une grande partie des entreprises industrielles de l'entre-deux-guerres, il semble normal « qu'ils [aient] utilisé ce qu'il y avait de mieux », notamment parce que c'est eux-mêmes (les directeurs et les fonctionnaires de l'institution) qui devaient y habiter. A ces considérations, on rajoute une autre explication contemporaine : « ce bâtiment a été construit pour que les fonctionnaires ne soit pas corrompus ».

Les faits et les explications les plus spectaculaires sont le plus souvent davantage retenus par la mémoire collective, bien qu'en général les faits historiques sont déformés. Ainsi les nouveaux habitants du « kvartal » rue Panduri croient que l'ensemble a été « construit par les russes ». Cependant les anciens locataires connaissent le nom de l'architecte en chef, roumain d'origine polonaise<sup>52</sup>, même si son nom n'est pas marqué sur la façade, comme c'était l'habitude pendant l'entre-deux-guerres.

Pareil que dans le cas de l'immeuble RMS, dans les années 1990 les appartements appartenant à l'Etat rue Panduri sont vendus aux locataires. Après des ventes et des locations successives, la composition sociale et professionnelle des habitants de l'ensemble change complètement. Un nombre restreint d'anciens habitants se connaissent toujours entre eux, mais ne connaissent que très peu leurs nouveaux voisins, qu'ils voient comme « extrêmement divers ».

## **Marques et traces**

Pour les deux catégories de mémoire – individuelle et collective –, les inscriptions et les marquages sont d'une importance particulière pour la conservation et la transmission des informations sur le passé. Si les inscriptions s'adressent en premier lieu aux nouveaux venus et même aux visiteurs, les marques sont des signes laissés par les anciens habitants, que seuls les initiés savent reconnaître. Par exemple, une ancienne pompe à eau, installée pendant la Seconde Guerre mondiale sur le côté du bâtiment RMS par un des « directeurs », l'ancienne grille portant l'inscription de l'institution, sont des marquages du lieu pour ceux qui les ont créés en même temps que des traces du passé reconnus par une partie des nouveaux habitants.

A ce titre les arbres constituent des éléments de référence particuliers, dont les habitants parlent souvent. L'on montre dans la cour intérieure du « kvartal » les arbres plantés par les habitants d'origine, mais l'on parle aussi d'arbres qui existaient autrefois : l'immeuble RMS a été « bâti à la place d'un verger de cerisiers » et devant lui, à gauche, « pendant longtemps il y avait des grands peupliers ».

## **Les formes « semi-institutionnelles » de la mémoire collective**

Un grand nombre de locataires, notamment des nouveaux habitants, ne s'intéressent pas au passé des lieux qu'ils habitent et la collectivité délègue à quelques personnes – le « président de l'association des locataires » ou bien l'administrateur de l'immeuble – la responsabilité de « garder la mémoire ». Parfois ces « gardiens de la mémoire » mettent en place une collection restreinte de vieux objets, dessins d'origine, plans, inscriptions etc. qu'ils conservent et qu'ils exposent. « L'administrateur » ou « le président », en tant que porte-paroles à l'intérieur du groupe des habitants et vers l'extérieur, sont d'habitude ceux qui transmettent des informations aux nouveaux venus et aux visiteurs.

Leur rôle peut être décrit comme une forme « semi-institutionnelle » de mémoire collective qui rend publiques les « représentations dominantes » du groupe. Pourtant ce n'est pas forcément par le critère de vérité que ces représentations s'imposent, car souvent elles sont « les plus idéologiques, les plus conformes aux stéréotypes aplaties du mythe »<sup>53</sup>.

Mis à part « l'administrateur » ou « le président », une sorte « d'aristocratie », du point de vue de la mémoire de l'immeuble est reconnue par le group des habitants. Elle est constituée par les descendants des familles des « directeurs », de l'architecte, de l'ingénieur du bâtiment et par d'autres habitants anciens. Ces personnes ont souvent déménagé d'un appartement à l'autre toujours dans le même immeuble (en général ils ont laissé un grand appartement pour un plus petit) et ils gardent souvent entre eux des vieilles relations d'amitié et parfois de parrainage. A partir des récits de ceux-ci, les nouveaux venus construisent leurs propres interprétations du passé qu'ils retransmettent à leur tour.

## Conclusions

A partir des deux études de cas, notre première conclusion est que les deux ensembles étudiés ne sont pas associés, ni l'un, ni l'autre, à une communauté qui garde une conscience collective du passé des lieux. La mémoire et l'attachement se retrouvent uniquement au niveau individuel et n'agissent pas comme lien pour le groupe et pour des actions communes de celui-ci. Au contraire, dans les deux cas, le moment de création de l'immeuble est perçu par les habitants comme une situation d'équilibre d'une ancienne communauté, détruite par les événements qui ont suivis. Pour le « kvartal » rue Panduri cet équilibre se retrouvait dans l'identité marquée autrefois du group des officiers, disparue de nos jours. Quant' à l'immeuble RMS, tout ce qui tient de la construction, de l'organisation et de la vie dans l'immeuble dans l'entre-deux-guerres est apprécié au superlative, lorsque l'évolution ultérieure est blâmée en totalité. Pour cette raison, les individus se sentent seuls dans leur appropriation du passé des lieux, car ils considèrent que seulement un nombre très réduit de leurs voisins partage leurs expériences, leurs mémoires et leur attachement.

Dès la création, les deux ensembles étudiés ont été conçus comme des groupements d'unités habitables en relation avec une institution de patronage situé dans le voisinage proche – respectivement le siège du RMS, et l'Académie Militaire. Dans l'immeuble RMS l'institution est représentée davantage dans la distribution intérieure du bâtiment, par la présence des appartements des « directeurs généraux » et des « membres du conseils d'administration ». Bien que les appartements qui leurs étaient destinés sont moindres que le reste (20% du nombre total) ce sont ceux-ci que les mémoires des habitants évoquent davantage.

A côté de ces premiers, deux autres catégories sociales sont juxtaposées dans le même immeuble : les fonctionnaires ordinaires et le personnel de service. Cependant l'espace est conçu pour décourager le contact entre ces personnes provenant des couches différentes de la société. Bien que le bâtiment, isolé par rapport aux bâtiments voisins et organisé autour d'une cour fermée, suggère l'idée de citadelle et de l'existence d'une communauté à part, les rassemblements sont exclus du projet, et la cour centrale n'encourage pas à s'arrêter. Comme nous l'avons déjà montré, le refus des espaces communautaires tient de la transcription en projet d'une conception manifestement antisocialiste et anti-collectiviste, qui a dominé l'idéologie de la période de l'entre-deux-guerres en Roumanie.

L'apparition d'une identité communautaire est par la suite sapée par les interventions du régime communiste qui remplace en partie les locataires d'origine par de nouveaux locataires et « densifie » l'occupation de l'immeuble. Son organisation sociale hiérarchisée est alors altérée par les divisions des appartements qui changent sa logique de fonctionnement. Cette politique fait apparaître des conflits entre les anciennes familles et les nouveaux venus, notamment dans le cas des grands appartements partagés désormais entre plusieurs ménages.

La structuration de l'espace de l'immeuble et la structure sociale changent de nouveau après 1990, quand la configuration produite pendant le communisme est reconnue comme légitime à travers la vente des locaux. Devenus propriétés privées, les diverses parties de l'immeuble (appartements, parties d'appartements, chambres, combles, laveries, groupes sanitaires etc.) changent de statut et évoluent au gré des nouveaux propriétaires. Le « groupe » des propriétaires et des locataires devient extrêmement hétérogène du point de vue des origines sociales, des niveaux de vie, des modes de vie et des attentes.

Dans le cas rue Panduri, les locataires d'origine font partie d'une même catégorie professionnelle. De plus, les pratiques imposées par le communisme de paire avec les initiatives privées d'aménagement et d'appropriation de l'espace ont agit comme facteurs de liaison pour la création d'une communauté. C'est suite au changement de régime en 1989, et à la vente des appartements aux locataires, qu'une population diversifiée s'installe au fur à mesure. Ceci a fait que le nombre réduit d'anciens habitants ne retrouve plus d'identité commune au groupe.

Enfin nous remarquons la rupture entre le « discours savant » sur l'histoire, d'une part, et les formes « semi-institutionnelles » de transmission

de la mémoire, et la mémoire individuelle des anciens habitants, d'autre part.

L'histoire de l'architecture s'attache toujours à une vision globale sur l'évolution du métier. De ce point de vue l'intrusion brutale du politique dans la pratique se trouve à la base des discours. Mais pour les anciens habitants, l'idéologie transcrite en espace construit est intégrée comme partie de leur vie. Ils se sentent attachés à leurs habitations d'une vie, tout comme aux espaces extérieurs familiers qui portent leur marque.

D'une autre part, l'histoire met en avant la perspective de l'évolution des styles et des courants en architecture et associe une période historique, un choix stylistique et une pensée urbanistique dans un ensemble présumé cohérent. Ainsi les jugements portés sur une des trois composantes se transmettent aux deux autres sans prendre en compte l'existence d'une logique propre à chacun des trois éléments. Bien que le discours totalitaire affirmait cette convergence, il nous paraît important de distinguer l'architecture, de l'urbanisme et de la pensée politique d'une période<sup>54</sup> afin de pouvoir juger l'architecture et les formes urbaines par rapport au temps, aux usages et à leur appropriation collective.

Ce que nous appelons l'esthétique : façades, décorations, formes stylistiques ne semblent pas être liés à des significations particulières pour les habitants, puisqu'ils n'en parlent jamais spontanément. Cependant d'autres éléments de la construction ont une signification particulière et font leur fierté : la solidité de la construction, les matériaux de construction précieux, les objets anciens qui portent la marque des habitants d'origine. C'est dans ces éléments matériels qu'ils reconnaissent le caractère d'exception du bâtiment.



**Figure 1 :**

**En haut (de gauche à droite) : plans de deux grands appartements et de deux petits appartements de l'immeuble RMS, architecte Lucian Teodosiu, 1926**

Source : Redessiné par A. Diaconu d'après le plan du Permis de construire, Archives de la Maire de Bucarest, Fond P.M.B. Dir. Techn., Dossier 662 / 1926.

**En bas (de gauche à droite) : fragment de plan avec trois appartements autour d'une cage d'escaliers ; plans des deux types d'appartements du bâtiment D, ensemble rue Panduri, architectes Novitchi, Oculescu, Haker et Nichitovici. 1954**

Source : Redessiné par A. Diaconu d'après le plan du Permis de construire, Archives de la Mairie de Bucarest, Fond S.A.S., Dossier 1089 / 1954.

1. Escalier principal; 2. Chambre; 3. Cuisine; 4. Salle de bain;
5. Garde-manger; 6. WC; 7. Escalier de service; 8. Salle à manger;
9. Pièce centrale appelé « hall »; 10. Couloir central appelé « sala »;
11. Bureau; 12. Chambre de domestique



**Figure 2 : Vue de la cour de l'immeuble RMS avec la rampe d'accès  
vers le parking**

Photo : A. Diaonu, mai 2009



**Figure 3 : Vue de la cour du « kvartal » rue Panduri**  
Photo : A. Diaconu, février 2008

## NOTES

- <sup>1</sup> HALBWACHS, M., *La mémoire collective*, Albin Michel, Paris, 1997 (1<sup>ère</sup> éd. PUF, Paris, 1950), p.209.
- <sup>2</sup> « Le lieu occupé par un groupe n'est pas comme un tableau noir sur lequel on écrit puis on efface des chiffres et des figures. (...) Mais le lieu a reçu l'empreinte du groupe, et réciproquement. Alors, toutes les démarches du groupe peuvent se traduire en termes spatiaux, et le lieu occupé par lui n'est que la réunion de tous les termes. Chaque aspect, chaque détail de ce lieu a lui-même un sens qui n'est intelligible que pour les membres du groupe (...). » HALBWACHS, M., *op.cit.*, p.193-196.  
Le cadre matériel approprié avec les pratiques des habitants, deviennent équivalents à un marquage de l'espace et à sa mise en mémoire. VESCHAMBRE, V., *Traces et mémoires urbaines. Enjeux sociaux de la patrimonialisation et de la démolition*, Presses universitaires de Rennes, Rennes, 2008.  
Ainsi la ville regroupe pour ses habitants une série de « traces » - pratiques et objets matériels – auxquelles se rapportent leurs « déclinaisons personnelles du passé ». RAUTENBERG, M., *La rupture patrimoniale*, A la croisée, Grenoble, 2003, p.18.
- <sup>3</sup> « Si, entre les maisons, les rues, et les groupes de leurs habitants, il n'y avait qu'une relation tout accidentelle et de courte durée, les hommes pourraient détruire leurs maisons, leur quartier, leur ville, en reconstruire, sur le même emplacement, une autre, suivant un plan différent ; mais si les pierres se laissent transporter, il n'est pas aussi facile de modifier les rapports qui se sont établis entre les pierres et les hommes. Lorsqu'un groupe humain vit longtemps en un emplacement adapté à ses habitudes, non seulement ses mouvements, mais ses pensées aussi se règlent sur la succession des images matérielles qui lui représentent les objets extérieurs ». HALBWACHS, M., *op.cit.*, p.200.
- <sup>4</sup> RAYMOND, H., *Paroles d'habitants. Une méthode d'analyse*, L'Harmattan, Paris, 2001.
- <sup>5</sup> Françoise Choay appelle *pré-urbanisme* les travaux du 19<sup>ème</sup> siècle qui proposaient une organisation urbanistique intégrée à un manifeste politique, auquel celle-ci était subordonnée. Par la suite les visions urbanistiques se dissocient en général d'une option politique explicite. CHOAY, F., *L'urbanisme, utopies et réalités. Une anthologie*, Seuil, Paris, 1965.
- <sup>6</sup> En France, modèle premier pour la Roumanie à partir de la Révolution française jusqu'au début du 20<sup>ème</sup> siècle, l'attitude de la classe possédante à l'égard de la classe ouvrière relève de la doctrine faisant du propriétaire, en qualité de représentant d'un nouvel ordre privilégié qui remplace l'aristocratie, le seul statut social légitime pour un citoyen. Les débuts du logement social, au 19<sup>ème</sup> siècle sont marqués par cette doctrine. GUERRANT, R.-H., *Les origines du logement social en France*, Les éditions ouvrières, Paris, 1967, p. 17-18.

- <sup>7</sup> LIVEZEANU, I., *Cultură și naționalism în România Mare 1918-1930*, București, Humanitas, 1998 (*Regionalism, nation building and ethnic struggle, 1918-1930*, Cornell University Press, 1995), p.19-20.
- <sup>8</sup> FOURIER, C., *Théorie de l'Unité Universelle*, Paris, Les Presses du Réel, 2001 (1<sup>ère</sup> éd. 1822).
- <sup>9</sup> A ce sujet voir notamment les chapitres sur le logement dans les études de Cincinat Sfințescu: SFINȚESCU, C., *Urbanistica Generală*, Editura Institutului Urbanistic al României, Bucarest, 1933 et *Urbanistica Specială*, Editura Institutului Urbanistic al României, Bucarest, 1935.
- <sup>10</sup> Nous donnons comme exemple un extrait du mémoire de l'économiste Vasile Turculescu adressé en 1942 à Mihai Antonescu, premier ministre du régime du général Ion Antonescu: « les socialistes collectivistes ont proposé la construction par les municipalités des logements qui ne doivent pas être vendus, mais seulement loués aux ouvriers. Ce système a été employé à Berne, Neuchâtel, Genève et Zürich en Suisse et dans des villes d'Angleterre. Mais ce phalanstère-isme n'est en accord avec nul principe d'harmonie sociale, qui affirme fortement le droit de la famille et de ses héritiers à être propriétaires du logement qu'ils détiennent. » Vasile Turculescu, « Finanțarea locuințelor țărănești » [Le financement des logements paysans], Bucarest, 1942, non publié, p.76 Arhives Nationales, Fond P.C.M., Inventaire n°299, Dos. 4/1942.
- <sup>11</sup> L'immeuble par l'architecte Petre Antonescu est édifié au numéro 12, Chaussée Kiseleff.
- <sup>12</sup> Ce projet de l'architecte Jean Pompilian, conçu à l'initiative de l'ingénieur I.Teodoru n'a pas été réalisé. \*\*\*, « Hotel pentru lucratori », *Arhitectura*, n° 1-2, 1920.
- <sup>13</sup> De cette deuxième étape des années 1926-1929 datent les immeubles construits par la Banque Roumaine, rue Epuri (1929), l'Agence Nationale des Chemins de Fer, rue Grivitei (1928), le Ministère de Finances, rue Cutitul de Argint (1927-1929) et place Lahovary (1926-1929).
- <sup>14</sup> CIORTAN, S., « Locuințe pentru funcționarii ministerului de finanțe », *Urbanismul*, n° 1-2, 1933, p.1-9.
- <sup>15</sup> Nous faisons référence notamment au concours pour des logements à Ferentari de 1946. « Concursul public între arhitecți pentru construirea de locuințe pe terenul Ferentari. Extrase din procesele verbale », *Buletinul Societății Arhitecților Români*, n°7 juin-juillet, 1946 et n°8, sept.-oct., 1946.
- <sup>16</sup> M.A.I. (Ministère de l'Intérieur), « Deciziunea Nr.55. Modul de repartizare de catre Oficiile de inchiriere a imobilelor si partilor de imobile libere », 2 fév. 1949, *Monitorul Oficial*, n° 29, 4 fév. 1949.  
Ces normes sont transcrites par la suite en mètres carrés. \*\*\*, « Decret Nr. 78 pentru normarea, repartizarea si folosirea suprafetei locative si reglementarea raporturilor dintre proprietari si chiriasi », *Buletinul oficial*, n° 17, 5 avril 1952

- 17 \*\*\*, « Hotarârea C.C. al P.M.R. si a C.M. al R.P.R. cu privire la constructia  
si reconstructia socialista a oraselor, precum si la organizarea activitatii in  
domeniul arhitecturii », 13 nov. 1952.
- 18 *Ibid.*
- 19 COHEN, J.-L., « La forme urbaine du réalisme socialiste », in COHEN, J.-L.,  
DE MICHELIS, M., MANFREDO, T., *URSS 1917-1978 : La ville, l'architecture  
/ URSS 1917-1978 : La città, l'architettura, L'équerre / Officina Edizioni, Paris  
/ Roma, 1979, p.148 – 152.*
- 20 Igor Golomstock considère que c'est à cause de son pouvoir symbolique, que  
l'architecture occupe une position privilégiée dans les régimes totalitaires,  
notamment dans les régimes nazi et stalinien. « L'image idéale du futur Etat  
était celle d'un splendide édifice architectural destiné à durer des siècles » ;  
l'idée même de construire était directement liée à la tâche, de « construire  
scientifiquement une société progressiste et un homme nouveau » ; enfin  
le dirigeant avait l'image de « l'architecte du pays ». GOLOMSTOCK, I.,  
*L'art totalitaire. Union soviétique. IIIe Reich. Italie fasciste. Chine*, Editions  
Carré, Paris, 1991 (éd. originale *Totalitarian Art*, Harper Collins Publishers  
Ltd., 1990), p.283.
- 21 BUSQUET, G., *Idéologie urbaine et pensée politique dans la France de  
la période 1958-1981*, thèse de doctorat en urbanisme et aménagement,  
Institut d'urbanisme de Paris, Université Paris 12 Val-de-Marne, 2007.
- 22 ÅMAN, A., *Architecture and Ideology in Eastern Europe during the Stalin  
Era. An Aspect of Cold War History*, Architectural History Foundation and  
the MIT, New York /Cambridge Mass./London, 1992, p.256-259.
- 23 ENESCU, I.M., *Arhitect sub comunism*, Paideia, Bucarest, 2007, p.219.
- 24 *Id.*, p.228.
- 25 KOPP, A., *L'architecture de la période stalinienne*, Presses Universitaires  
de Grenoble, Grenoble, 1978, p.19-20.
- 26 HUET, B., « Formalisme – Realisme », extraits de *L'Architecture d'Aujourd'hui*,  
n°190, avril 1977, dans HUET, B., *Anachroniques d'architecture*, Archives  
d'architecture moderne, Bruxelles, 1981, p.67.
- 27 GHENCIULESCU, S., « Bucarest dans le contexte sud-est européen. Formes  
et cultures urbaines », *New Europe College Yearbook 1999-2000*, Bucarest,  
NEC, 2003, p.204.
- 28 Bien que la propagande officielle affirmait l'existence d'un contenu  
idéologique, l'auteur met en évidence qu'en réalité les prescriptions pour  
l'architecture sont « confuses et contradictoires », ce qui a produit plusieurs  
directions différentes. MILLER LANE, B., *Architecture and politics in  
Germany 1918 – 1945*, Harvard University Press, Cambridge/Massachusetts,  
1968, p.9.
- 29 Augustin Ioan considère que l'attitude des autorités dans ces projets fut  
plutôt celle de résoudre un problème de manière pragmatique, au-delà des  
idéologies. IOAN, A., « Modern Architectural Discourse After the Death

- of Stalin », New Europe College Yearbook 1995-1996, Humanitas&NEC, Bucarest, 1999, p.147-148 et IOAN, A., « Critica relatiei dintre arhitectura si putere », *Khora. Teme si dificultati ale relatiei dintre filosofie si arhitectura*, Paideia, Bucarest, 1999.
- 30 FOUCAULT, M., *Security, Territory, Population. Lectures at the Collège de France 1977-1978*, Macmillan, New York, 2007 (éd. originelle Seuil/Gallimard, Paris 2004), p.44-45 et FOUCAULT, M., *A supravegea și a pedepsi*, Paralela 45, Bucarest, 2005 (*Surveiller et punir. Naissance de la prison*, Gallimard, Paris, 1975), p.180-184.
- 31 Dans une séance du Conseil des Ministres de 1952 Petru Groza appelle « cage » un espace autorisé de 8m<sup>2</sup> par personne, en proposant que cette norme qui venait d'être instauré soit provisoire. La « Séance du Conseil des Ministres du 9 janvier 1952 », Archives Nationales, Fond C.M. Stenogramme 1944-1959, Inventaire no 2336, Dossier 1/1952.
- 32 ENESCU, I.M., « Locuința ca o pușcărie », *Cotidianul*, An III, n°82, jeudi 8 avril 1993, p.364.
- 33 ROWELL, J., *Le totalitarisme au concret. Les politiques du logement en RDA*, Economica, Paris, 2006, p.3.
- 34 CIOROIANU, A., *Pe umerii lui Marx. O introducere în istoria comunismului românesc*, Bucarest, Curtea Veche, 2005, p.77.
- 35 LUNGU, D., *Sînt o baba comunista!*, Polirom, Bucarest, 2007, p. 64-65.
- 36 Un *projet type* est un projet conçu pour être implanté sur plusieurs emplacements différents. La politique communiste impose l'emploi extensif d'un nombre réduit de *projets types* pour assurer la préfabrication industrielle de la plupart des éléments du bâtiment et pour réduire le coût de construction.
- 37 CERTEAU, M., De, *L'invention du quotidien. Arts de faire*, Union générale des éditions, Paris, 1980.
- 38 HUMPHREY, C., « Ideology in Infrastructure : Architecture and soviet imagination », *The Journal of the Royal Anthropological Institute*, vol. III, n°1, mars 2005, p.39.
- 39 Selon JOHNSON, R. et al., p.79., la « mémoire populaire » peut nous renseigner sur deux types de relations : la relation entre la mémoire dominante et les formes d'opposition (y compris ceux provenant du domaine académique) et la relation entre le discours public et sa perception contemporaine dans un sens du passé individuel, de la culture vécue. JOHNSON, R. et al. (eds.), « Popular Memory. Theory, politics, method », in PERKS, R., THOMPSON, A., *The Oral History Reader*, Routledge, London/ New York, 1998.
- 40 RAUTENBERG, M., *op.cit*, p. 19.
- 41 Pour Halbwachs « La mémoire individuelle est un point de vue sur la mémoire collective », qui, la dernière « enveloppe les mémoires individuelles mais ne se confond pas avec elles. Elle évolue suivant ses propres lois, et si

- certains souvenirs individuels pénètrent aussi quelquefois dans la mémoire collective, ils changent de figure dès qu'ils sont replacés dans un ensemble qui n'est plus une conscience personnelle. » HALBWACHS, M., *op.cit.*, p.98-99.
- Id.*, p.132.
- 42 Cette Régie (RMS) administrait avant la guerre une partie des entreprises de l'Etat comme « le tabac, le sel, les allumettes, les timbres ». L'immeuble est administré par la suite par le Caisse Autonome des Monopoles (CAM). Le projet est signé par l'architecte Lucian Teodosiu, employé dans le Service Technique du RMS.
- 43 Arhives Nationales, Fond M.L.P. C.T.S. N° Inventaire 1354, Dossiers : 1748/1942, 1749/1942.
- 44 CIORTAN, S., *loc.cit.*
- 45 A ce sujet voir SACHELARIE, I et al., *Locuinta urbana. Directive in conceptie si realizare*, Tiparul Academic, Bucarest, 1935.
- 46 A Bucarest même la partie inférieure de la classe moyenne emploie au moins une personne comme domestique de manière permanente à l'époque, personne venant souvent du milieu rural. Les réglementations entre les années 1920-1940 essayent d'améliorer les conditions de vie de cette population très nombreuse en imposant l'existence d'une pièce individuelle pour domestique dans chaque appartement, ou de plusieurs pièces groupées pour plusieurs appartements.
- 47 Les lois sur la vente des logements construits par l'Etat à leurs locataires : « Decret-lege 61/1990 » et « Legea 85 /1992 privind vânzarea de locuinte si spatii construite din fondurile statului ».
- 48 CELAC, M., CARABELA, O., MARCU-LAPADAT, M., *Bucuresti arhitectura si modernitate. Un ghid adnotat / Bucharest architecture and modernity. An annotated guide*, Simetria, Bucaresti, 2005, p.140.
- 49 Le bâtiment principal de l'ensemble de l'Académie, par l'architecte Duiliu Marcu, est construit en 1937. En 1939 lui sont rajoutés deux « blocs de logements » à l'usage de l'Ecole Supérieure de Guerre. Archives Nationales, Fond MLP Cons. Tehnic Sup., Nr. Inventaire 1354, Dossiers 1554/1939, 1555/1939.
- 50 C.S.A. (Comité d'Etat pour Constructions) transformé en 1952 en C.S.A.S. (Comité d'Etat pour Architecture et Constructions), c'est l'institution de l'Etat chargée de diriger et de contrôler toute les activités de construction.
- 51 HUMPHREY, C., *op.cit.*, p.51-52, 57.
- 52 Le collectif chargé du projet est composé de Novițchi, Oculescu, Haker et Nichitovici.
- 53 JOHNSON, R. et al., *loc.cit.*, p.76.
- 54 « Confondre dans une réprobation uniforme architecture et urbanisme staliniens » n'aide pas à trouver les moyens de comprendre ces structures urbaines d'influence soviétique aujourd'hui. COHEN, J.-L., *loc.cit.*, p.140-142.

## ARCHIVES

- Archives Nationales, Fond M.L.P. C.T.S., Inventaire n°1354, Dossiers : 1554/1939, 1555/1939, 1748/1942, 1749/1942, Fond P.C.M., Inventaire n°299, Dos. 4/1942 ; Fond C.M. Stenogramme 1944-1959, Inventaire n°2336, Dossier 1/1952.  
Archives de la Mairie de Bucarest, Fond P.M.B. Dir. Techn., Dossier 662 / 1926.  
Archives de la Mairie de Bucarest, Fond S.A.S., Dossier 1089 / 1954.

## BIBLIOGRAPHIE

- ÂMAN, A., *Architecture and Ideology in Eastern Europe during the Stalin Era. An Aspect of Cold War History*, Architectural History Foundation and the MIT, New York /Cambridge Mass./London, 1992
- BULOT, T. & VESCHAMBRE, V. (dirs.), *Mots, traces et marques. Dimensions spatiale et linguistique de la mémoire urbaine*, L'Harmattan, Paris, 2006
- BUSQUET, G., *Idéologie urbaine et pensée politique dans la France de la période 1958-1981*, thèse de doctorat en urbanisme et aménagement, Institut d'urbanisme de Paris, Université Paris 12 Val-de-Marne, 2007
- CANDAU, J., *Mémoire et identité*, Presses Universitaires de France, Paris, 1998
- CELAC, M., CARABELA, O., MARCU-LAPADAT, M., *București arhitectură și modernitate. Un ghid adnotat / Bucharest architecture and modernity. An annotated guide*, Simetria, Bucuresti, 2005
- CERTEAU, M., De, *L'invention du quotidien. Arts de faire*, Union générale des éditions, Paris, 1980
- CIORTAN, S., « Locuințe pentru funcționarii ministerului de finanțe », *Urbanismul*, n° 1-2, 1933, p.1-9
- CHOAY, F., *L'urbanisme, utopies et réalités. Une anthologie*, Seuil, Paris, 1965
- COHEN, J.-L., DE MICHELIS, M., MANFREDO, T., *URSS 1917-1978 : La ville, l'architecture / URSS 1917-1978 : La città, l'architettura*, L'équerre / Officina Edizioni, Paris /Roma, 1979
- DUCHÊNE, F., « Les anciennes cités ouvrières, entre patrimonialisation et normalisation », in GRAVARI-BARBAS, M. (dir.), *Habiter le patrimoine. Enjeux, approches, vécu*, Presses Universitaires de Rennes, Rennes, 2005, p.517-525
- ENESCU, I. M., « Locuința ca o pușcărie », *Cotidianul*, III, n° 82, 8 avril 1993
- ENESCU, I. M., *Arhitect sub comunism*, Paideia, Bucarest, 2007
- ENGELS, F., *La question du logement*, Editions sociales, Paris, 1957 (1<sup>ère</sup> éd. 1897)
- FOUCAULT, M., *A supravegea și a pedepsi*, Paralela 45, Bucarest, 2005 (*Surveiller et punir. Naissance de la prison*, Gallimard, Paris, 1975)
- FOUCAULT, M., *Security, Territory, Population. Lectures at the Collège de France 1977-1978*, Macmillan, New York, 2007 (éd. originelle Seuil/Gallimard, Paris 2004)
- FOURIER, C., *Théorie de l'Unité Universelle*, Paris, Les Presses du Réel, 2001 (1<sup>ère</sup> éd. 1822)

- GHENCIULESCU, S., « Bucarest dans le contexte sud-est européen. Formes et cultures urbaines », *New Europe College Yearbook 1999-2000*, Bucarest, NEC, 2003
- GOLOMSTOCK, I., *L'art totalitaire. Union soviétique. Ille Reich. Italie fasciste. Chine*, Editions Carré, Paris, 1991 (éd. originale *Totalitarian Art*, Harper Collins Publishers Ltd., 1990)
- GUERRANT, R.-H., *Les origines du logement social en France*, Les éditions ouvrières, Paris, 1967
- GUERRANT, R.-H., *Une Europe en construction. Deux siècles d'habitat social en Europe*, Editions la Découverte, Paris, 1992
- HALBWACHS, M., *La mémoire collective*, Albin Michel, Paris, 1997 (1<sup>ère</sup> éd. PUF, Paris, 1950)
- HUET, B., *Anachroniques d'architecture*, Archives d'architecture moderne, Bruxelles, 1981
- HUMPHREY, C., « Ideology in Infrastructure : Architecture and soviet imagination », *The Journal of the Royal Anthropological Institute*, vol. III, n°1, mars 2005
- IOAN, A., « Modern Architectural Discourse After the Death of Stalin », *New Europe College Yearbook 1995-1996*, Humanitas&NEC, Bucarest, 1999
- IOAN, A., « Critica relației dintre arhitectură și putere », *Khora. Teme si dificultati ale relatiei dintre filosofie si arhitectura*, Paideia, Bucarest, 1999
- JOHNSON, R. et al. (eds.), « Popular Memory. Theory, politics, method », in PERKS, R., THOMPSON, A., *The Oral History Reader*, Routledge, London/ New York, 1998
- KOPP, A., *L'architecture de la période stalinienne*, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble, 1978
- LIVEZEANU, I., *Cultură și naționalism în România Mare 1918-1930*, București, Humanitas, 1998 (*Regionalism, nation building and ethnic struggle, 1918-1930*, Cornell University Press, 1995)
- LUNGU, D., *Sînt o baba comunistă! [Je suis une vieille dame communiste !]*, Polirom, București, 2007
- MILLER LANE, B., *Architecture and politics in Germany 1918 – 1945*, Harvard University Press, Cambridge/Massachsets, 1968
- RAUTENBERG, M., *La rupture patrimoniale*, A la croisée, Grenoble, 2003
- RAYMOND, H., *Paroles d'habitants. Une méthode d'analyse*, L'Harmattan, Paris, 2001
- RICŒOUR, P., *La mémoire, l'histoire, l'oubli*, Seuil, Paris, 2000
- ROWELL, J., *Le totalitarisme au concret. Les politiques du logement en RDA*, Economica, Paris, 2006
- SFINȚESCU, C., *Urbanistica Generală*, Editura Institutului Urbanistic al României, Bucarest, 1933
- SFINȚESCU, C., *Urbanistica Specială*, Editura Institutului Urbanistic al României, Bucarest, 1935
- VESCHAMBRE, V., *Traces et mémoires urbaines. Enjeux sociaux de la patrimonialisation et de la démolition*, Presses universitaires de Rennes, Rennes, 2008